

res faits ; jetons un coup-d'œil sur cette partie du Canada concédée sous l'ancien régime féodal, et représentons-nous par la pensée les enfants de nos anciens seigneurs, dignes de leurs noms et représentant la gloire de leurs familles, propriétaires en possession de tous ces beaux domaines autour des villes principales et au cœur du pays. Ces hommes ne formeraient-ils pas un corps, un noyau de force et de puissance qui pourrait, dans des temps difficiles comme les nôtres, rallier autour d'eux la nationalité Canadienne-française et la faire respecter ? Quel est notre plus grand besoin aujourd'hui ? N'est-ce pas un point de ralliement ? Il faut le dire, nous manquons de chefs, depuis quelques années, non pas de chefs de partis politiques, qu'on nous comprenne bien ; car les partis trouvent toujours à personifier leur cause, selon leurs intérêts, quelquefois selon les éventualités, et parfois même dans la personne d'hommes qui ne les dominent pas par leurs talents, leur éloquence, leurs vertus ou leur importance : mais notre pensée est qu'aujourd'hui, il n'y a pas d'hommes qui commandent une grande et universelle influence sur notre société ; qu'une grande partie de nos compatriotes éminents par leurs talents, leurs noms ou leur fortune sont en dehors de la vie publique. Il semble que, depuis quelques années, on ne veuille plus prendre la responsabilité des événements, que l'on recule devant ce premier devoir du citoyen, celui de ne pas hésiter quand il s'agit de tout ce qui tient à l'existence du peuple et à ses droits les plus précieux et les plus chers. Voulez-vous des preuves de ce que nous avançons ? Jetez les yeux sur notre scène politique ; n'est-ce pas qu'il y manque un grand nombre de nos premiers citoyens ? Où sont la plupart des hommes qui, il y a quelques années, étaient fiers de représenter la nationalité Canadienne et d'en être les champions ? Pourquoi se retirer au moment du danger et quand les temps sont mauvais ? C'est donc vrai qu'à l'heure qu'il est, il y a un grand nombre de nos compatriotes importants qui ne veulent pas se mêler d'affaires publiques, qui craignent de compromettre leur équivoque patriotisme et qui attendent dans une douce et apathique sécurité, que les nuages qui couvrent notre horizon politique se soient dissipés ? Ils ont un grand compte à donner au pays, ces hommes qui ont permis que, sous leurs yeux, on porta de si furieux coups à notre existence sociale, sans tirer leur épée de combat pour nous porter secours, sans élever la voix pour revendiquer les droits sacrés qu'on nous enlève. Nous le disons franchement, car nous le croyons, nos anciens seigneurs nous manquent aujourd'hui, ou quelques hommes pour les remplacer et pour rallier tous les membres d'une même famille, qui semblent ne plus s'entendre et ne plus travailler en commun. Nous occupons une fausse position politique ; nous n'en pourrions jamais sortir que lorsque tout le pays marchera uni, que lorsque surtout tous ceux qui ont le plus d'importance et d'intérêts au pays, se mettront à la tête du mouvement et y resteront jusqu'à la fin.

Quant à notre position sociale et domestique, comme nous le disions, elle est restée la même dans nos campagnes. Les mœurs primitives de la colonie n'ont pas subi d'autre changement que ceux qu'un peu plus de bien-être amène naturellement à sa suite. Ils n'ont senti encore aucune influence étrangère. L'émigration ne demeure pas dans les paroisses des seigneuries. Elle se dirige vers les townships de l'est, vers l'ouest du Canada et surtout sur les États-Unis. Le village français

est resté le même avec son apparence calme, paisible et stagnante. Il y a tels d'entre eux qui depuis vingt-cinq ans n'ont rien changé, n'ont rien ajouté, rien amélioré, rien défilé, dans leur forme et leur apparence extérieure. Pas une bâtisse ne s'est élevée ; on s'est contenté, par ci par là, de couper les vieux arbres qui bordaient la grande route, qui ombrageaient le fronton des vieilles églises ou qui entouraient les cimetières, et d'en laisser les tronçons pour rappeler sans doute le bon vieux temps et la folie, le vandalisme de ceux qui ont coupé les vieux arbres. Enfin, ce ne sont pas les transformations successives et continues du progrès et de la civilisation, mais en revanche c'est une tranquillité si douce, si heureuse, qu'on est tenté de renoncer à la civilisation, à la bruyante activité, à son impatience et insatiable avidité d'améliorations, pour se retirer dans un de ces jolis villages sur les bords du St. Laurent et partout dans nos campagnes, pour y goûter cette paix, ce calme pur qu'on ne trouve nulle part aussi parfait qu'au milieu de notre population polie, morale, franche et hospitalière.

Il n'en est pas ainsi de nos villes.

Québec et Montréal n'ont plus leur physionomie d'autrefois. Elles ont plutôt une apparence étrangère. Le commerce qui d'abord était relégué dans un coin ou une seule partie de ces villes, s'est avancé dans tous les quartiers ; il s'est étendu des centres aux extrémités. Dans ses exigences de plus en plus pressantes, il s'est trouvé à l'étroit dans les basses-villes de Québec et de Montréal. Il s'est avancé chaque jour dans les rues occupées par la bourgeoisie Canadienne-française qui, à Montréal surtout, s'est vu forcée de reculer devant le flot envahissant des boutiques. Les anciennes demeures, à la forme antique et passée de mode, aux perrons avancés et empiétant sur les rues à vous faire casser le cou dans une nuit noire, aux rues étroites, boueuses, mal pavées, sombres et tristes, ont fait place à des constructions modernes et splendides, à des rues larges, pavées en bois, de la plus exquise propreté, et éclairées, la nuit, par la brillante, éblouissante clarté du gaz.

Dans ces transformations de la ville vieille à la ville moderne, qu'est devenue la société d'autrefois, son allure, sa tenue, ses mœurs et son esprit ? D'abord propriétaire en possession du sol, composé de familles bourgeoises qui déjà, sous le gouvernement français, avaient pris de l'accroissement, elle regardait dédaigneusement comme audessous d'elle, ces trafiquants que l'émigration jetait au milieu de ses villes et qui commençaient le commerce d'importation. Alors il n'y avait pas de rivalité possible entre ces deux races d'hommes dont l'une était forte, opulente et nombreuse, et l'autre faible, pauvre, et sans importance. Aussi la société Canadienne régnaît souverainement et faisait prévaloir son esprit et ses manières. On admettait sans doute par ci par là quelques négociants anglais dans nos cercles ; mais il leur fallait de bonnes recommandations, et pour eux ils étaient fiers de se mêler à cette société qui avait si bien conservé dans ses mœurs tous les charmes et les belles manières de la France.

Mais bientôt l'émigration devint plus forte, surtout de la Grande-Bretagne ; le commerce devint florissant alors que le Canada pouvait être considéré comme le grenier de l'Amérique du Nord. La société anglaise et écossaise se recruta de jour en jour ; elle avait entre ses mains tout le commerce ; elle était favorisée de toutes manières par le gouvernement qui, en mainte occasion, oublia et

ce qu'il devait à notre nationalité, et ce qu'il pouvait encore en attendre, et qui suivait ce sentiment, qui anime les gouvernements comme les hommes, qu'il faut favoriser les siens, souvent grandissant à l'ombre du monopole, prenant chaque jour de l'accroissement, accumulant des capitaux si bien qu'elle trancha bientôt l'uniformité de nos villes par des cercles à part et des mœurs différentes des nôtres. De sorte qu'aujourd'hui Montréal et Québec ont toute l'apparence de villes commerciales anglaises. Le commerce et l'industrie, voilà quels sont les éléments de progrès de ces deux villes. Ce sont eux qui démolissent nos édifices et nos mœurs ; ils accaparent tout sans jamais s'arrêter, et jusqu'à ces dernières années, ils étaient entre les mains de nos compatriotes d'origine anglaise et autres presque exclusivement. Voyez ce qu'il y a de pénible dans notre position ; nous sommes presque obligés de regarder avec regret les progrès de la civilisation dans notre pays, parce que dans les grands centres, dans les villes, ils nous enlèvent tout ce qui nous distingue comme un peuple et une nation à part. Et comment résister à ce pouvoir qui en agrandissant nos villes, ouvrant toutes les branches d'industrie, améliorant chaque jour la condition matérielle et morale du peuple, répandant partout l'abondance et l'activité, emporte dans sa marche et efface petit à petit les traits distinctifs de notre nationalité ?

Aujourd'hui la société Canadienne-française, quoiqu'envahie de toutes parts dans Québec et Montréal, maintient encore une bonne position.

Cependant l'insurrection de 1837 d'abord, puis les crises monétaires qui ont traversé toute l'Amérique du Nord, depuis quelques années, et enfin les fluctuations incessantes et si inconstantes de sa politique, l'ont empêché de donner à ses relations sociales l'extension qu'elle aurait dû et voulu leur donner. Cela est si vrai que, depuis ce temps et à présent même, il n'y a aucun cercle dans l'une ou l'autre de ces villes, qui représente notre société. Chaque maison, chaque famille a ses intimes ; mais aucune maison, aucune famille ne reçoit chez elle, ne réunit sous son toit assez de monde et surtout ce monde des divers états, des diverses professions, voire même des divers rangs, qui puissent tous ensemble donner l'expression de notre esprit, de nos mœurs, de nos manières et de nos allures. Dans tous les pays, un étranger qui veut connaître la société, peut la rencontrer quelque part ; il la verra dans les théâtres, il la verra dans les concerts, il la verra dans les sociétés savantes, il la verra dans les cercles, dans les réunions, chez les hommes à qui la fortune et leur position permettent de la recevoir ; il la verra partout. Chez nous, il n'y a point de théâtre, il n'y a pas de concerts, il n'y a pas de sociétés savantes ; il n'y a pas de cercles. Il ne la verra donc nulle part, si ce n'est à l'église. Il la verra dans les temples et certes notre société sous ce point de vue moral et religieux est admirable à voir, mais on ne la pourra pas étudier et connaître.

Ceux qui se sont occupés de chercher quels peuvent être les destinées à venir des populations françaises en Amérique, ont tous été d'opinion qu'elles étaient dans un danger imminent d'être englouties par la race anglo-saxonne, à moins que ces populations, unies comme un seul homme, conservassent des relations étroites entre tous ceux qui les composent, qu'elles s'appuyassent les unes sur les autres, qu'elles fussent toujours prêtes à s'entraider ; c'est surtout dans les villes que ces